

Contre l'austérité, contre la précarité, La mobilisation, c'est maintenant !

Et hop, une louche d'austérité pour la dette...

Au nom du remboursement de la dette, ce sont 5 années d'austérité budgétaire qui viennent d'être programmées par les députés : la dépense publique devra baisser de 50 milliards, dont 10 milliards en 2013. L'Etat, la sécurité sociale, les collectivités territoriales devront faire des économies drastiques.

Traduction : suppressions et gels d'emplois, gel des salaires, refus du gouvernement de revenir sur le jour de carence, nouvelles régressions à prévoir au niveau de la protection sociale...

Dans la recherche publique, en dépit des affirmations de la ministre, ni l'emploi ni les crédits ne seront préservés en 2013. Des suppressions nettes d'emplois sont prévues : 42 ETP supprimés dans les EPST, dont 31 à l'IFSTTAR (soit 2,7 % des emplois de cet EPST !). Et avec des dotations encore en baisse, il sera impossible aux EPST d'assurer à la fois le remplacement des départs, la mise en œuvre de la « déprécarisation », les avancements et promotions des agents, et le maintien des crédits des laboratoires !

Et tant pis pour les précaires, premiers sacrifiés sur l'autel de l'austérité budgétaire :

Le 25 octobre, lors d'une réunion houleuse, les représentants de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ont confirmé aux syndicats qu'il n'y aurait aucun poste de créé pour la mise en œuvre de la loi Sauvadet. Cf. sur notre site le communiqué unitaire publié à l'issue de cette réunion et le CR de SLR.

Dans ces conditions de pénurie de postes, faire passer des concours aux précaires, en les mettant en compétition sur l'ensemble des EPST et sur tous les corps de catégorie A, revient à organiser un vaste plan social pour virer une grande partie des précaires ayant plus de 4 ans d'ancienneté ! (ceux de moins de 4 ans ayant déjà été éjectés pour la plupart par non-renouvellement de leur CDD)

Le MESR veut faire passer en force **le 15 novembre** au CTMESR (Comité Technique Ministériel) le décret organisant cette mise en compétition des précaires, avec « dégâts collatéraux » sur les titulaires.

Et hop, encore une louche pour la compétitivité !

Voilà que le gouvernement nous en sert une nouvelle louche, cette fois-ci pour cause de « compétitivité » : 10 milliards de coupes budgétaires et 7 milliards de hausse de TVA pour les ménages ! C'est quoi l'idée ? Que chaque pays européen impose à tour de rôle à sa population de faire de nouveaux sacrifices pour être plus « compétitif » que le voisin ? Et on va jusqu'où comme ça ?

Refusons cette logique de mise en concurrence mortifère, entre les salariés, entre les peuples !

Ensemble, arrêtons le rouleau compresseur avant qu'il ne nous écrase !



Combattons la désinformation et la pensée unique médiatique en lisant et diffusant les argumentaires :

Sur le site de Solidaires : <http://www.solidaires.org/article42617.html>

Sur le site du « collectif pour un audit citoyen de la dette » : <http://www.audit-citoyen.org/> :

(en particulier le dossier élaboré par Attac et la fondation Copernic « **en finir avec la compétitivité** »)

Mobilisons-nous le Mercredi 14 novembre : journée d'action européenne contre l'austérité

Manifestations dans de nombreuses villes. L'intersyndicale ESR relaie cet appel pour notre secteur <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1576>

Profitons du Lundi 26 novembre (assises nationales de l'ESR) pour exiger la titularisation des précaires...

... Et demander qu'il soit mis fin aux causes de cette précarité (financement pérenne et non sur projets, emplois de titulaire) : Voir notre « **contribution sur l'avenir de la recherche publique : un changement de cap radical s'impose !** » : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1558>

Une journée à préparer d'ores et déjà, pour rassemblements locaux ou « montées » sur Paris...

Sans oublier d'interpeller, dans la période, les députés et sénateurs qui vont voter le budget 2013.